

Colloque

Faire des économies démocratiques

Quelles formes économiques pour un renouvellement
des pratiques démocratiques à l'ère néo-libérale ?



JEUDI 4 & VENDREDI 5 AVRIL
EHESS | AMPHI FRANÇOIS FURET
105, bd Raspail, 75006 Paris

I N T R O D U C T I O N

Des associations aux dispositifs participatifs, des collectifs informels aux coopératives, des communs à l'autogestion, de la solidarité publique aux formes de financement philanthropique, de l'économie populaire au *community organizing*, ce colloque cherche à interroger de concert les conditions matérielles de la démocratie, les enjeux économiques des processus de démocratisation et les modalités d'une démocratisation de l'économie, allant des expérimentations citoyennes aux politiques publiques de promotion d'une économie plus solidaire et locale.

L'ère néo-libérale est caractérisée par une pénétration croissante de toutes les sphères de vie sociale par les logiques économiques et financières. La démocratie et le champ politique ne sont pas exempts de ces dynamiques. Si de nombreuses recherches ont été conduites visant à démontrer que les dynamiques électorales sont surdéterminées par les ressources financières des candidat.es, on en sait beaucoup moins sur les interactions entre économie et démocratie entendue au sens large comme l'ensemble des activités et des pratiques, individuelles et collectives, qui concourent à la construction du bien commun, comme si interroger le rôle de l'argent dans les processus démocratiques revenait à « salir », trivialisier ou désacraliser des formes et des pratiques nécessairement pures et désintéressées. Si la question de l'articulation entre pratiques démocratiques et démocratisation économique a été posée depuis les années 1970 par une multiplicité d'expériences citoyennes et de réseaux (tels que le MES) critiques vis-à-vis de l'économie capitaliste, on assiste depuis quelques années à un intérêt renouvelé, autour de la question des communs, pour des pratiques non-marchandes fondées sur la réciprocité, la co-responsabilité et le droit d'usage collectif, telles que jardins partagés, troc, zones de gratuité, réseaux d'échange réciproque de savoirs, ou encore finances solidaires et monnaies locales, et ce y compris dans des secteurs associatifs relativement « institutionnalisés ».

La démocratie n'est-elle pas menacée si on ne pense pas son articulation à la démocratisation de l'économie ? Cette question a été partiellement éludée du fait de segmentations traditionnelles, historiquement ancrées dans des cloisonnements disciplinaires, entre le politique et l'économique, amenant à traiter ces deux champs de manière isolée, et invisibilisant la façon dont l'organisation économique et les ressources financières soutiennent, renforcent ou au contraire peuvent fragiliser l'action démocratique, voire entrer en contradiction avec celle-ci. Réciproquement, il s'agit de reconnaître la dimension fondamentalement politique de certaines initiatives socioéconomiques qui favorisent l'éclosion d'espaces publics populaires, en articulant étroitement la réappropriation localisée des processus économiques, les enjeux de reconnaissance et la lutte contre les asymétries de pouvoir.

De la même manière, le colloque interroge les conditions de démocratisation des décisions économiques. Ainsi, les contraintes budgétaires et les restrictions de financement aux associations sont d'autant plus intériorisées par les acteurs qu'elles se font en l'absence d'une compréhension et de débats sur les arbitrages budgétaires de l'Etat et des collectivités locales à partir d'un libre accès et traitement partagé des comptes publics. Les travaux sur la démocratie participative ne se sont que rarement attelés à la question de la démocratisation des décisions économiques et budgétaires, nombre de dispositifs ou de pratiques se trouvant le plus souvent cantonnés à des enjeux micro-locaux sans grande portée financière. Ce colloque a donc pour visée d'explorer de différentes manières la question des « économies démocratiques » : du façonnement des pratiques démocratiques par les financements publics ou philanthropiques aux conditions économiques de l'exercice de la citoyenneté, en passant par les expériences populaires de démocratisation de l'économie œuvrant au bien-vivre et à la réduction des inégalités sociales.

JEUDI 4 AVRIL

9h30 - 11h

Introduction Faire des économies démocratiques : enjeux, obstacles, expérimentations

I M. Juan, GIS Démocratie et Participation, Collège d'études mondiales, FMSH

I C. Neveu, IIAC- CNRS, EHESS

I J. Talpin, CERAPS – CNRS, Université de Lille

Discussion : Pourquoi est-il si difficile de penser conjointement économie et démocratie ?

I J.-L. Laville, Collège d'études mondiales, FMSH, LISE-CNAM

11h15 - 13h

Se financer sans perdre son autonomie ? Cadrage institutionnel et dilemmes associatifs

Reconsidérer le financement public pour les organisations contestataires, un enjeu pour lutter contre le néolibéralisme

I H. Balazard, ENTPE, Université de Lyon.

I R. Fisher, University of Connecticut – School of Social Work

La domination par le partenariat. De la dépendance financière à la neutralisation politique des acteurs associatifs dans l'action publique de quartier

I T. Chevallier, CERAPS, Université de Lille - Centre Marc Bloch

La professionnalisation dans les associations entraîne-t-elle toujours un déficit démocratique ?

I S. Picard, IIAC-CNRS, EHESS.

Discussion : L. Fraise, LISE-CNAM

Pause déjeuner

14h15 - 16h

Démocratiser l'entreprise : Récupération d'usines et autogestion

Fermetures d'usine : quand les enjeux économiques de l'entreprise façonnent les mobilisations collectives

I M. Sorin, CENS, Université de Nantes

Les entreprises récupérées par leurs travailleurs en Argentine : de l'autonomisation politique à l'autonomie économique ?

I S. P. Rotelli, IEDES, Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Autogestion et proto-économie solidaire chez les durkheimiens, du 19^{ème} au milieu du 20^{ème} siècle : de Proudhon à Mauss

I P. Chaniel, CERREV, Université de Caen Normandie

I S. Juan, CERREV, Université de Caen Normandie

Discussion : Maxime Quijoux, LISE-CNAM, CNRS

16h - 17h45

Consommation alternative : une politisation des pratiques alimentaires ?

Ancrer la consommation dans des régulations locales. L'exemple d'une coopérative de consommateurs lilloise

I P. Cary, CERIES, Université de Lille

Entrepreneuriat et gestion des communs : le cas d'un projet de supermarché coopératif

I L. Aufrère, CEPN, Université Paris 13 – Sorbonne Paris Cité

I P. Eynaud, IAE de Paris, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

I O. Gauthier, DRM, Université Paris-Dauphine - PSL Research University

I C. Vercher-Chaptal, CEPN, Université Paris 13 – Sorbonne Paris Cité

Economies morales et politisation de l'agriculture dans des distributions à filière courte (Venise)

I E. Apostoli Cappello, IIAC-CNRS, EHESS

Discussion : M. Juan, GIS Démocratie et Participation, Collège d'études mondiales, FMSH

18h - 20h

Débat : La philanthropie contre la démocratie ?

I R. Reich, Université de Californie à Berkeley, Goldman School of Public Policy

I J. Cagé, Sciences Po Paris, LIEPP

Discussion : A. Bory, Clersé, Université de Lille, IUF ; S. Lorens, CSE, EHESS

VENDREDI 5 AVRIL

9h15-11h

Citoyenneté économique et « économies populaires »

La citoyenneté défiée : la production collective du bien-être depuis « l'économie populaire » en Argentine

I M. I. Fernández Alvarez, Faculté de Philosophie et Lettres, Université de Buenos Aires, Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas

Fédéralisme et démocratie monétaire : une réflexion à partir du trueque argentin (1995-2002)

I H. Saiag, IIAC-EHESS, CNRS

Garantir à tous les moyens matériels d'une vie digne : enjeux éthiques et économiques associés à l'instauration d'un revenu de base inconditionnel pour les démocraties libérales

I L. Grapperon, LIPHA, Université Paris - Est Créteil

Discussion : C. Neveu, IIAC-EHESS, CNRS

11h15-13h

Accompagner l'initiative citoyenne ? Accès aux données et aux ressources

Accès et connaissances des financements publics locaux aux associations : un enjeu de démocratie économique

I L. Fraisse, LISE, CNAM

I P. Bonneval, Observatoire régional de la vie associative Hauts-de-France

Financer la « démocratie du faire ». Le fonctionnement de l'initiative citoyenne au prisme des modèles économiques de ses accompagnateurs

I B. Sillard, CESSP, Paris 1 Panthéon-Sorbonne

La démocratie du bac à sable. Ce que fabrique la troisième vague des budgets participatifs en France (2014-2019)

I G. Pradeau, University of Westminster, London

Discussion : A. Mazeaud, CEJEP, Université de La Rochelle

Pause déjeuner

14h30-16h15

Les pratiques alternatives, entre démocratisation économique et démocratisation politique

Les aléas des pratiques démocratiques des collectifs autonomes à l'épreuve de l'économie néo-libérale

I M. Cervera, 2L2S, Université de Lorraine

Les initiatives démocratiques et solidaires à l'épreuve des économies criminelles

I E. Bucolo, LISE, CNAM

Biffins-récupérateurs en Ile-de-France : quelles stratégies pour une démocratisation de l'économie ?

I C. Figueira, EMA, Université de Cergy-Pontoise

Discussion : H. Saiag, IIAC-EHESS, CNRS

16h30-18h30

Table ronde : Financer les contre-pouvoirs, une nécessité démocratique ?

I M.-H. Bacqué, Sociologue, Université Paris Ouest Nanterre

I J.-C. Boual, Le Collectif des Associations Citoyennes

I A. Roux, Alliance citoyenne, Observatoire de la répression associative

Comité scientifique

Marie-Hélène Bacqué, sociologue-urbaniste, LAVUE-Paris Nanterre
Anne Bory, sociologue, Université de Lille, CLERSE
Nicolas Duvoux, sociologue, Paris 8-CRESPPA
Laurent Fraisse, socio-économiste, CNAM-LISE
Bruno Frère, sociologue, Université de Liège – FNRS
Maria Ines Fernandez Alvarez, anthropologue, UBA, Argentine
Guillaume Gourgues, politiste, Université Lyon 2
Jean-Louis Laville, socio-économiste, Collège d'études mondiales, FMSH
Alice Mazeaud, politiste, Université de La Rochelle
Hadrien Saiag, économiste, IIAC-LAIOS
Deena White, sociologue, Université de Montréal

Entrée libre

Pour tout renseignement, vous pouvez contacter : gis-dep@mshparisnord.fr

Remerciements :

Margaux Trarieux, responsable administrative GIS Démocratie et participation, MSH Paris Nord.
Thaïs de Rodez, chargée de communication, Fondation Maison des sciences de l'homme

